



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2022 – 21

OBJET : RESSOURCES HUMAINES

Modification des conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement des agents communautaires

Annule et remplace la délibération n° 06/2019 – 6 en date du 4 juin 2019

L'An deux mille vingt-deux et le sept du mois de juin (07.06.2022) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 1^{er} juin 2022, s'est assemblé au foyer rural de Castelmayran, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président (jusqu'à la délibération n°18)
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué
M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy (jusqu'à la délibération n°19) - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. LABORIE Michel - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. KOZLOWSKI Eric
Mme CARDONA Muriel
M. FERVALL Jean-Philippe
Mme PAYSSOT Céline
M. REMIA Alex
M. EIDESHEIM David
M. BON Philippe
Mme CAVERZAN Martine
M. COULOM Michel
Mme LAFFINEUR Nicole

a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Danièle SCHATTEL

ABSENTS EXCUSES :

M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°19)
M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
M. DUPUY Guy (à partir de la délibération n°20)
M. PUCHOUAU Pierre
M. THIERS Jean-Christophe
Mme HEMMAMI Estelle
Mme CAVALIÉ Marie
M. USSEGLIO Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSENS Christiane
M. BOUTINES Gilbert
M. PAILLAS Alain
M. BOUSQUET Franck

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Georgette AVARELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2010-671 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

Vu le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 août 2008 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret du 3 juillet 2006 ;

Vu la délibération n°06/2019 – 6 en date du 4 juin 2019 portant modification des conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement des agents communautaires ;

Vu l'avis du Comité technique en date du 18 mai 2022 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 31 mai 2022 ;

Afin de poursuivre les efforts d'accompagnement des agents communautaires dans le développement continu de leurs compétences, la délibération susvisée du 4 juin 2019 est modifiée sur les points suivants :

- Les remboursements pris en charge par la Communauté de communes :
 - Des préparations aux concours et examens professionnels
 - Des formations financées par la Communauté de communes, non-obligatoires pour l'exercice des missions de l'agent.
- La prise en charge supplémentaire en cas de remboursement par l'organisme de formation (ex : CNFPT).

Les agents territoriaux peuvent être amenés à se déplacer, pour les besoins du service. Les frais occasionnés par ces déplacements (*frais de transport comprenant transport en commun, péage, parking, hébergement et repas*) sont à la charge de la Communauté de communes Terres des Confluences pour le compte de laquelle le déplacement est effectué.

Dès lors que ces frais sont engagés conformément aux dispositions réglementaires et autorisés par l'autorité territoriale, leur indemnisation constitue un droit pour les agents.

Le remboursement des frais de déplacement est effectué à la fin du déplacement ou mensuellement, à terme échu. Le paiement des différentes indemnités de frais de déplacement, à l'exception de l'indemnité de repas qui représente un caractère forfaitaire, est effectué sur présentation d'un état de frais et de toutes pièces justifiant de l'engagement de la dépense.

Bénéficiaires :

Le bénéfice du remboursement des frais de déplacement est ouvert aux agents suivants :

- * agents titulaires et stagiaires (en activité, détachés dans la Communauté de communes ou mis à sa disposition),
- * agents contractuels de droit public,
- * agents de droit privé recrutés dans le cadre de contrats relevant du code du travail, tels que les contrats d'accompagnement dans l'emploi, contrats d'avenir, contrats d'apprentissage, ...

La durée du travail des agents (temps complet, temps non-complet) ou les aménagements de cette durée (temps partiel, cessation progressive d'activité) est sans incidence sur les conditions et les modalités de calcul des remboursements des frais ; ainsi, les indemnités perçues à ce titre restent dues au taux plein sans proratisations.

Déplacement pour une formation et/ou déplacements pour les besoins du service :

La Communauté de communes prendra en charge les dépenses ci-dessous uniquement dans le cas où l'organisme de formation n'intervient pas.

En cas de remboursement par l'organisme de formation, aucune prise en charge supplémentaire ne peut être octroyée par la Communauté de communes. **Toutefois, pour les formations dont la durée est supérieure à deux jours entiers, la prise en charge de l'hébergement peut être envisagée après examen des conditions par le service des ressources humaines.**

*** Frais de transport :**

Seront pris en charge par la Communauté de communes, les frais de transport du personnel autorisé à se déplacer par un ordre de mission, visé de l'autorité.

Au 1er janvier 2022, l'arrêté ministériel du 14 mars 2022 modifie l'arrêté du 3 juillet 2006 et fixe les taux d'indemnités kilométriques comme suit :

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 Kms	De 2 001 à 10 000 Kms	Après 10 001 Kms
de 5 CV et moins	0,32 €	0,40 €	0,23 €
de 6 à 7 CV	0,41 €	0,51 €	0,30 €
de 8 CV et plus	0,45 €	0,55 €	0,32 €

Motocyclette de cylindrée supérieure à 125 cm³ : **0,15 €**

Vélomoteur et autres véhicules à moteur : **0,12 €**

La résidence administrative est le siège social de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

La distance est évaluée entre la résidence administrative (siège social) et le lieu de stage via un site de calcul d'itinéraire grand public.

*** Frais de repas :**

L'indemnité de repas est une indemnité forfaitaire fixée à **17,50 euros**.

Le remboursement des frais de restauration n'interviendra que sur présentation de justificatifs de paiement.

*** Frais d'hébergement :**

Le remboursement des frais d'hébergement est fixé au taux maximal de 70 euros, sur production de justificatifs de paiement de l'hébergement. La nuitée comprend le prix de la chambre et du petit déjeuner.

*** Frais de péage, de parking, de transport en commun :**

Ces dépenses seront remboursées sur production des justificatifs de paiement.

Le remboursement de l'ensemble des frais énumérés ci-dessus n'interviendra que sur présentation de l'attestation de présence à la formation.

La Communauté de communes ne prendra pas à charge les remboursements :

- des préparations aux concours et examens professionnels, **en incohérence avec l'Organigramme Fonctionnel des Services (OFS)**
- les formations intra ou union locales,
- les formations financées par la Communauté de Communes, non-obligatoires pour l'exercice des missions de l'agent, **sous réserve de celles à l'initiative de l'employeur.**

L'agent devra privilégier le mode de transport le plus adapté à la nature du déplacement et le moins onéreux pour la Communauté de Communes.

La prise en charge du trajet domicile-travail :

Les agents publics, fonctionnaires et contractuels, qui utilisent les transports en commun ou un service public de location de vélos pour les trajets domicile-travail bénéficient d'une prise en charge du titre d'abonnement par leur administration.

Le montant de cette prise en charge est de 50% du prix de l'abonnement, avec un plafond fixé à 80,21 euros par mois (Décret n°2015-1228 du 2 octobre 2015). Les titres de transport pris à l'unité ne sont pas pris en charge.

Pour obtenir ce remboursement partiel, les agents doivent présenter un justificatif.

Toutefois, en cas de changement des barèmes / indemnités, le remboursement des frais se fera selon les conditions en vigueur et selon une nouvelle délibération si nécessaire.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **abroge** la délibération n°06/2019 – 6 du 4 juin 2019 ;
- **adopte** les modalités de remboursement des frais de déplacement exposées ci-dessus ;
- **précise** que ces dispositions prendront effet réglementairement à compter du caractère exécutoire de la délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Préfecture le : 10/06/2022

Publication le : 10/06/2022

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT

[Signature]

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 39

Votants : 50

Adoptée à l'unanimité des votants